



Le dimanche 22 septembre 2013

Genève : Maryam Radjavi exige une enquête sur le massacre d'Achraf

Le 19 septembre 2013- La présidente du Conseil national de la résistance iranienne (CNRI) Maryam Radjavi a demandé jeudi à Genève une enquête du Haut Commissariat aux droits de l'homme sur le massacre de 52 réfugiés iraniens le 1er septembre à Achraf. Elle a exigé la libération de sept otages.

"Je suis à Genève pour demander à la Haut Commissaire Navi Pillay des mesures urgentes pour sauver la vie des otages détenus dans une prison de Bagdad", a affirmé la cheffe de l'opposition iranienne en exil, lors d'une réunion à l'ONU en marge du Conseil des droits de l'homme.

"S'ils sont renvoyés en Iran, ils seront torturés et condamnés à mort", a déclaré Mme Radjavi. Elle a relevé que ces personnes sont protégées par la 4^{ème} Convention de Genève et que l'ONU a la responsabilité de les protéger.

La présidente du CNRI a dénoncé le "massacre programmé" intervenu le 1er septembre au camp d'Achraf, au nord-est de Bagdad, comme un crime contre l'humanité. "Leurs auteurs doivent être traduits en justice", a-t-elle dit.

"Le Haut Commissariat aux droits de l'homme doit mener une enquête impartiale pour prévenir d'autres attaques", a déclaré Maryam Radjavi. Elle a affirmé que l'objectif du régime iranien est l'anéantissement de l'OMPI.

Au nom des autorités de Genève, le conseiller administratif de la ville Jean Charles Rielle a souhaité qu'une campagne soit lancée pour démontrer au gouvernement irakien que les Conventions de Genève ne peuvent pas être foulées aux pieds impunément. Dix sympathisants de l'OMPI poursuivent sur la place des Nations une grève de la faim entamée il y a 18 jours. *ATS*



Bernard Kouchner : Ce massacre est un crime du premier ministre d'un État

Le 19 septembre 2013- A Genève, Bernard Kouchner dénonce des exactions en Irak commises contre une minorité iranienne. L'ancien ministre des Affaires étrangères s'est indigné face au massacre commis au camp d'Achraf, en Irak.

Bernard Kouchner était tout à l'heure au Palais des Nations avec Maryam Radjavi, la présidente du Conseil national de la Résistance iranienne. Il a exigé l'ouverture d'une enquête de la part de l'ONU.

Bernard Kouchner : « Ce camp était gardé par 700 soldats irakiens. Donc on ne peut pas imaginer que cette opération soit venue du ciel et que des mercenaires ou des gens animés de mauvaises intentions franchissent le barrage. Et donc c'est la responsabilité du 1er ministre qui s'appelle Al-Maliki, que je connais depuis longtemps et dont je ne m'étonne pas qu'il ait des liens étroits avec l'Iran.



«Je souhaite d'abord que le HCR puisse faire une enquête et puis que la Haute commissaire aux droits de l'homme Mme Pillay soit aussi sur la brèche pour trouver ce qui s'est passé et que ça ne se reproduise pas.» *Radio suisse romande (RSR)*,

Irak : Une délégation américaine aurait rencontré les 7 otages d'Achraf

Le 21 septembre 2013 - Selon des informations de l'intérieur du pouvoir iranien – envoyées par des sources en Irak au Conseil suprême de sécurité nationale du régime en Iran – une délégation américaine a rencontré les 7 otages d'Achraf et parlé avec eux à trois reprises à la prison de la division dorée de Premier Ministre irakien Nouri al-Maliki près de l'aéroport de Bagdad.

Puis le vendredi 20, quand une délégation onusienne a voulu rencontrer les otages dans cet endroit, la police irakienne, selon le nouvel ordre d'al-Maliki, a démenti la présence des otages à cette prison.

USA : Le sénat appelle le département d'Etat à faire libérer les 7 otages

Le 20 septembre 2013 – Lors d'une audition à la commission des Affaires étrangères du Sénat américain de l'ambassadeur Patterson, en vue de sa confirmation comme nouvelle secrétaire d'Etat adjoint, le président de la commission le sénateur Robert Menendez s'est dit préoccupé par la sécurité des habitants de Liberty et a appelé à la libération des sept otages d'Achraf.



«En Irak j'ai plusieurs préoccupations concernant nos relations diplomatiques après le retrait des troupes américaines, et je suis aussi perturbé par l'échec de l'Irak, à protéger la communauté de l'OMPI au camp d'Achraf et au camp Liberty, qui a abouti récemment à 52 morts et l'enlèvement de sept personnes qui sont maintenus en otages.

J'attends des Irakiens qu'ils tiennent les coupables responsables de leurs actes et je tiens aussi les Irakiens responsables pour la sécurité de ceux qui se trouvent au camp Liberty. J'espère que l'administration enverra le même message. Ambassadeur Patterson, est-ce que vous vous engagez devant moi, qu'après votre confirmation [comme secrétaire d'Etat adjoint] vous vous efforcerez de dire très clairement aux Irakiens qu'ils sont tout autant responsables de ces personnes qui sont au camp Liberty et qu'ils doivent aussi faire tout leur possible pour persuader les assaillants du camp d'Achraf de rendre otages, les sept otages qui ont été enlevés au camp d'Achraf ?

L'ambassadeur Patterson : Oui monsieur, je le ferai.



USA : Membres du Congrès réclament la libération des otages d'Achraf

Le 19 septembre 2013-Les Etats-Unis doivent pousser l'Irak à libérer les sept otages enlevés pendant le massacre de 52 habitants au camp d'Achraf le 1er septembre, ont exigé 34 ténors du Congrès américain. Dans une lettre adressée au secrétaire d'État John Kerry, les parlementaires ont également demandé une protection immédiate pour les 3200 opposants iraniens toujours bloqués dans le camp Liberty en Irak, où leurs vies sont à tout moment menacées par de nouvelles attaques.

«Nous vous écrivons, dit la lettre, pour exprimer notre profonde préoccupation sur la mort de dizaines de membres non armés et l'enlèvement de sept autres d'un groupe d'opposition iranien dans le camp d'Achraf, en Irak.

«Nous sommes également préoccupés par le nombre répété d'attaques contre ce groupe. Cette Administration, à un certain nombre d'occasions, a exhorté le gouvernement irakien à assurer la sécurité des habitants du camp d'Achraf et de leurs collègues de l'opposition iranienne au camp Hurriya. Ce message ne semble pas passer.

« Nous vous exhortons à réduire notre aide au gouvernement irakien jusqu'à ce qu'ils fassent des efforts clairs et vérifiables pour protéger ce groupe de personnes innocentes qui ont été brutalement attaquées et tuées à plusieurs reprises. Le première de ces efforts doit être la libération immédiate des sept otages qui seraient détenus par les forces affiliées au cabinet du Premier ministre. Les efforts doivent également inclure d'améliorer les structures de sécurité au sein du camp Hurriya. »

Irak : Appel de 100 parlementaires à la libération des 7 otages d'Achraf

Le 18 septembre 2013 – Cent députés irakiens ont appelé à la libération immédiate de sept otages enlevés par les forces spéciales irakiennes. Ces personnes ont été enlevées après l'attaque sur le camp d'Achraf au cours de laquelle 52 réfugiés iraniens ont été tués et des dizaines d'autres blessés.

Dans un communiqué publié hier, ces élus ont demandé aux Nations Unies d'assurer la protection du Camp Liberty qui abrite les membres de l'OMPI, l'organisation des opposants iraniens, ainsi que toutes les mesures de sécurité nécessaires pour la protection de ces réfugiés.

Ces députés s'inquiètent de la probabilité de voir les otages livrés aux autorités iraniennes et soulignent que les habitants des camps d'Achraf et de Liberty, dont les sept otages, sont des personnes protégées en vertu de la 4ème Convention de Genève et que le HCR les a reconnus comme des demandeurs d'asile bénéficiant d'une protection internationale.

Les parlementaires irakiens ont déclaré que sur la base des faits et principes mentionnés : « nous demandons instamment aux Etats-Unis, à la délégation de la MANUI et au HCR de mettre en œuvre tous les moyens à leur disposition pour la libération immédiate de toutes les personnes enlevées et prises en otages. Nous demandons également qu'une enquête immédiate et impartiale soit menée en vue de poursuivre et traduire les auteurs de ce crime en justice le plus rapidement possible. Nous appelons aussi à la mise en place d'une force permanente de l'ONU au Camp Liberty pour protéger les réfugiés qui y résident et s'assurer que les mesures nécessaires pour leur sécurité sont prises afin d'empêcher un autre massacre dans ce camp. » *Le quotidien Al-Dastour*